



La Lettre du SY.N.P.A.-F.O.

SYNDICAT NATIONAL DES PRODUCTEURS D'ASSURANCES ET DE CAPITALISATION C.G.T. - FORCE OUVRIÈRE

Se syndiquer, se regrouper : Plus qu'hier, une nécessité absolue !

De plus en plus souvent, les salariés, qu'ils soient administratifs ou commerciaux s'interrogent sur le bien fondé et/ou sur la nécessité d'adhérer à un syndicat.

Assez bizarrement le terme syndicat semble perçu par une frange importante des salariés, et tout particulièrement chez les jeunes, comme étant un mot faisant résolument partie du passé, considérant que l'acte d'adhésion, que l'on associe symétriquement au mot syndicat, revêt une démarche à forte connotation historique pour ne pas dire « archaïque », un peu comme si cette démarche, portée par le sceau d'un temps maintenant révolu était en tout points incompatible avec le monde d'aujourd'hui.

D'une certaine façon, c'est un peu comme si la caricature du travailleur « syndiqué » de l'industrie du début du 20^{ème} siècle restait définitivement ancrée et figée dans la mémoire collective comme étant le syndiqué « modélisé ».

De ce fait, le monde moderne et qui plus est celui du tertiaire, ne saurait par cette image persistante, être concerné par la nécessité de se syndiquer.

Ainsi, l'appartenance au secteur de l'assurance peut laisser croire, sans doute de manière inconsciente, aux salariés qui le composent, que celles et ceux qui vendent leur force de travail dans les entreprises de l'assurance, échappent aux conséquences sociales initiées par les projets patronaux.

SOMMAIRE MARS / AVRIL 2011

Se syndiquer, se regrouper : Plus qu'hier, une nécessité absolue !	1 & 2
Pétition ALLIANZ !	3
Augmentation des salaires et du pouvoir d'achat : Dignité, justice sociale et efficacité économique.	4
Encart du trésorier.	4

De façon schématique et sommaire, le simple fait de ne pas porter de « bleu » de travail nous amène à penser, sans doute comme facteur premier, que les salariés travaillant pour AXA, comme aspirés par un réflexe pavlovien inoculé au fil du temps par la dialectique patronale ne se sont jamais vraiment senti concernés par la nécessité de se regrouper.

De toute évidence nous ne pouvons obérer l'influence grandissante qu'a pu avoir la direction d'AXA jusqu'à aujourd'hui sur cette question. La caractérisation sans appel, de « fréquenter », pire de recourir à l'ethnie dangereuse des syndicalistes, n'a

pas eu pour effet de provoquer, c'est une évidence, une syndicalisation de masse...

Si la direction d'AXA ne s'est jamais cachée dans les sphères averties de son aversion pour le fait syndical, cela ne l'a empêché de réfléchir à « l'idéal syndical » ! Cet idéal devant répondre selon elle à deux impératifs :

- Pouvoir s'appuyer sur les syndicats pour justifier leurs projets,
- S'assurer que ces syndicats ne puissent être une menace réelle par la mobilisation de leurs syndiqués.

C'est donc avec cet objectif que les éminences grises d'AXA ont réfléchi sur les moyens qui seraient les plus efficaces pour « tempérer » les velléités sociales. L'objectif étant de mettre en place des partenaires lui permettant de traduire socialement les objectifs économiques de l'entreprise tout en contenant le mécontentement du personnel.

L'instauration du Bon de Financement Syndical a à la fois cette vocation et cette fonction.

Présenté comme un substitut à la syndicalisation, le chèque syndical a donc produit, et probablement au-delà de toutes les espérances, les effets escomptés en faisant d'une pierre deux coups:

- Primo, il place les syndicats en état de perfusion financière permanente,
- Secundo, les syndicats sont devenus des syndicats..... sans syndiqué.

Ce chèque syndical, il faut l'admettre, c'est un vrai coup de génie de la part de la direction !

L'investissement du million d'€ est manifestement le meilleur investissement que l'entreprise a réalisé ces 20 dernières années...

Force Ouvrière, attachée à son indépendance, s'est toujours détourné de cet argent « facile », préférant rester fidèle aux principes forts de la construction syndicale, exclusivement basée sur les syndiqués. Certes dans l'environnement AXIEN cela n'a rien d'une sinécure.

Modestement et sans prétention, mais avec conviction, nous considérons que l'indépendance syndicale passe nécessairement par l'indépendance financière.

Bien entendu, se syndiquer aujourd'hui, et pour les raisons évoquées ci-avant, peut apparaître comme une initiative chimérique. Et pourtant il s'agit bien là d'une impérieuse nécessité.

En effet, rarement la situation dans les entreprises en général et chez AXA en particulier n'a nécessité que les salariés se regroupent pour constituer une force suffisante afin de s'opposer au rouleau compresseur patronal.

Les entreprises l'ont bien compris, en s'affiliant pour la plupart d'entre elles à des syndicats patronaux; le monde paysan à titre d'exemple n'est pas en reste, que ce soit par la FNSEA, ou par la confédération paysanne, il peut, par les forces qu'il a aggloméré faire valoir efficacement ses droits, même si les formes peuvent parfois laisser à désirer.

En ce qui nous concerne, jamais les emplois et les conditions de travail n'ont été autant malmenés dans l'entreprise, rarement la stratégie de l'entreprise n'aura laissé peser au-dessus de nos têtes autant de risques, notamment des risques psychosociaux.

De mémoire d'anciens, il ne fait pas de doute que l'individualisation a provoqué un état d'anomie sans précédent auprès du personnel. Mais que dire de la généralisation de l'industrialisation, de la mutualisation, des changements permanents d'organisation, de la mise sous objectifs permanente, qui désorientent complètement les plus solides d'entre nous, pour laisser dire à certains « qu'ils peuvent bien faire ce qu'ils veulent de moi, ça n'a plus d'importance » ; la rupture plane, les présupposés de tels propos augurent de dangers imminents que nous ne pouvons laisser se développer.

En relatant ces situations, nous n'entendons pas avoir un regard ni myope, ni fataliste, ni défait et encore moins condescendant. Nous relevons simplement l'urgence qu'il y a de se regrouper autour d'un syndicat indépendant, un syndicat libre d'agir, pour qu'ensemble nous soyons plus forts avec la volonté d'intervenir de manière efficace dans l'intérêt exclusif des salariés.

Le patronat, au fil du temps, a procédé de manière méthodique à l'enfouissement des valeurs qui ont été

forgées par les générations précédentes. Il a ainsi balayé le concept de solidarité, laissé croire que chacun y trouverait son compte, ou tirerait son épingle du jeu en partageant les valeurs de l'entreprise...

Combien de désillusions ? Combien de promesses non tenues ?

Qu'en est-il aujourd'hui ? Nous sommes à l'aube, d'une nouvelle vague, sans précédent, d'externalisations, de délocalisations, de désalarisation, qui risque de provoquer des situations ô combien préoccupantes.

N'ayons aucune illusion : la direction poursuivra telle une vis sans fin tant que nous ne l'arrêterons pas !

Avec AXA c'est un peu comme à la française des jeux, une question résonne : A qui le tour ? Bien entendu, la finalité n'est pas la même!

On a souvent l'impression, que la tempête qui va frapper va nous épargner, on se dit machinalement que tant que nous ne sommes pas concernés par les conséquences d'un projet, eh bien ma foi... c'est déjà ça !

De la même manière, on peut se dire aussi que le maintien du RCS est une évidence, alors que dans les faits rien n'est acquis. Après l'exemple de Montauban et des salariés de axa wealth management de Drouot, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de vaches sacrées comme le précisait Henri De Castries.

Oui il est essentiel d'agir ensemble, oui la situation est compliquée, le nier ne serait pas sérieux, oui nous devons absolument nous organiser.

Pour cela nous devons préalablement dissiper les écrans de fumée disposés par les différents supports de communications sur les présupposées valeurs de « progrès » ou de « réformes » incontournables que tente d'enfanter le patronat. Les bien-pensants n'ont pas manqué de nous éloigner des repères qui ont constitué le socle d'une société reposant sur les valeurs républicaines et sociales nous faisant croire que l'essentiel désormais se trouve dans les nouvelles valeurs prônées par l'entreprise, valeurs qui ont pour objet de nous faire oublier de manière spectaculaire, que les salariés concentrés et unis avec leurs syndicats pouvaient faire valoir leurs droits et s'ouvrir des perspectives de victoires.

Oui ces perspectives n'ont rien d'hérétiques, oui nous devons croire en nous, croire à nouveau en notre capacité d'inverser des situations difficiles.

Le SYNPA FO en est intimement persuadé et pour ces raisons vous invite à vous SYNDIQUER.

Nous n'ignorons pas que le poids d'une cotisation syndicale peut se révéler parfois lourd, mais rarement le besoin de se regrouper autour d'un syndicat indépendant comme l'est Force Ouvrière ne se justifie!

Alors rejoignez la force syndicale indépendante de l'entreprise, rejoignez Force Ouvrière!

Bulletin d'adhésion page 4



PÉTITION

TOUJOURS PLUS POUR LES UNS, ET
TOUJOURS..... MOINS POUR LES AUTRES !

L'information reçue concernant les montants de la participation alloués aux salariés est inacceptable.

En effet, alors qu'ALLIANZ réalise de plus en plus de profits **pour atteindre 5,2 milliards €**, les commerciaux se voient proposer un montant de participation dérisoire, pour ne pas dire anecdotique.

Cette situation est d'autant plus intolérable que les commerciaux participent activement aux résultats exceptionnels de l'entreprise, sans pour autant que leur rémunération, du moins pour beaucoup d'entre eux, soit à la hauteur du travail fourni.

Les futurs nouveaux « statuts » semblent d'ailleurs tout aussi confus et inadaptés que les actuels, et il y a donc fort à parier, une fois de plus, que les forces de vente de l'entreprise auront à payer la politique économique de l'entreprise.

C'est pourquoi, nous considérons que la Direction d'ALLIANZ doit apporter, rapidement, une réponse financière à la hauteur de l'engagement des collaborateurs.

FO qui est le seul syndicat à n'avoir pas signé le protocole d'accord concernant la participation et l'intéressement, regrette que les autres syndicats se soient fait abuser par la Direction.

Afin de remédier à cette situation anormale qui prive les salariés du fruit de leur travail,

Force Ouvrière demande :

- aux syndicats signataires, de dénoncer l'accord qui est contraire aux intérêts des salariés et de soutenir la pétition que notre syndicat initie,
- À la Direction, le versement d'un mois de salaire supplémentaire à tous les commerciaux.

Nom, prénom	Inspection	Signature

Nous vous invitons à faire circuler cette pétition et à la retourner à vos délégués FORCE OUVRIÈRE

NOM	Références	N° de téléphone
LEMOUSSU Jacques	rue Pierre Alexandre 14500 VIRE	06 76 85 58 80
BIHAN Hervé	Spenn Ar Bleiz 29610 POUIGNEAU	06 76 85 54 71

Augmentation des salaires et du pouvoir d'achat : Dignité, justice sociale et efficacité économique.

Édito Journal des Employés et Cadres FO n°33 – mai 2011

J'aurais pu débiter cet éditorial par faire le point sur la crise, sur la question de l'emploi, la fumeuse prime de soi-disant mille euros, et donc la question des salaires et du pouvoir d'achat ; mais comment considérer le nouveau suicide qui vient de se produire à France Télécom comme étant un acte auquel l'on peut s'habituer ?

Non, rien ne justifie le fait de mourir au boulot !

France Télécom s'est retrouvée sur le devant de la scène, mais de nombreux secteurs professionnels et de nombreuses entreprises sont concernés par des cas de salariés mettant fin à leurs jours en raison de la pression professionnelle.

Malgré les études, colloques et grandes tirades sur la question de la souffrance au travail, rien ne change, la spirale affreuse n'est toujours pas enrayerée, car il n'y a aucune volonté de s'attaquer aux causes réelles du problème : l'organisation du travail.

Il s'agit aussi et surtout de considérer l'être humain comme une richesse et dans toute sa dignité.

Non pas comme un pion et un simple coût, utile quand il rapporte et à jeter quand il fait preuve de faiblesse (âge, maladie, congé maternité, etc.).

La dignité passe également par des salaires décents et par une progression du pouvoir d'achat.

Devant la pression syndicale sur les salaires, le gouvernement tente de désamorcer la juste revendication salariale en allumant un contre-feu et propose la fumeuse prime de 1 000 euros. Très vite, tout le monde s'est rendu compte que c'est une façon de tenter de limiter les prétentions salariales, et que compte tenu du lien idéologique de cette prime avec l'évolution de la rémunération des actionnaires, cela en limite la portée sur le fond, mais aussi sur le périmètre des entreprises concernées.

Il s'agit, de surcroît, d'une ingérence (de plus) dans la liberté de négociation entre syndicats de salariés et syndicats patronaux.

Ce n'est pas que nous soyons par principe contre toute ingérence publique, mais elle doit s'exprimer quand la négociation a trouvé ses limites.

Par exemple, nous attendons toujours que le gouvernement mette au pas le patronat des branches professionnelles dont les premiers niveaux de rémunération sont encore sous le niveau du SMIC.

De vraies négociations salariales de branche puis d'entreprise destinées à faire progresser les salaires et le pouvoir d'achat, y compris au détriment de formes annexes de rémunération : c'est non seulement une question de dignité, mais c'est aussi une question de justice sociale mais également d'efficacité économique, car cela amorcera la pompe de la machinerie économique.

Ne pas le faire, c'est prendre le risque de la multiplication de conflits sociaux éprouvants pour les salariés et les entreprises concernées, juste par et pour une certaine idéologie.

Idéologie de baisse du coût du travail plus que jamais défendue par ce gouvernement et par les décideurs européens ; ceux-là même qui ne sont jamais choqués par l'augmentation indécente de la richesse de quelques uns, même si elle se fait sur le dos de la collectivité publique et qu'elle met en péril la cohésion sociale.

Défendre les salaires et le pouvoir d'achat : une nécessité républicaine !

Serge LEGAGNOA
Secrétaire général

" La Lettre du SY.N.P.A. - F.O. "

31^{ème} Année - N° 184

Mars / Avril 2011

**Bulletin Bimestriel d'information
du Syndicat National
des Producteurs d'Assurances
et de Capitalisation**

28, rue des Petits Hôtels 75010 Paris

☎ 01.48.01.91.91

Directeur de la publication

Didier WAUTHY

Impression

28, rue des Petits Hôtels 75010 Paris

Commission Paritaire

N° 0115 S 07123

ISSN n° 0246-5345

BULLETIN D'ADHESION OU DE RENOUVELLEMENT

Adhésion

Renouvellement

COTISATIONS MINIMALES 2011

E.I. : 157 €

E.B. : 129 €

Retraités : 95 €

NOMPrénom

Adresse.....

Compagnie :Réseau : Statut :

☎ Fait à le

Souhaitez vous recevoir un reçu fiscal OUI NON

(Signature)

Adresser votre bulletin accompagné de 4 étiquettes et d'un chèque libellé à l'ordre du SY.N.P.A. - F.O. à

Patrice DITTIÈRE ☒ 11 rue Adèle Considère 49320 BRISSAC QUINCE